

## **ENSEIGNANTS ET POLITICIENS SE MOBILISENT**

Dans l'école lausannoise où le jeune requérant étudiait depuis la rentrée, le doyen des classes d'accueil Etienne Corbaz ne décolère pas. Il a appris par un téléphone la situation de son élève en Italie. «Abdirashid n'a pas un euro, il est complètement livré à lui-même, c'est inacceptable», s'indigne-t-il. L'enseignant avait alerté les médias et le monde politique jeudi dernier. Une action qui n'a pas été du goût du conseiller d'Etat Philippe Leuba, qui déclarait dans la presse que «cette démarche pose un certain nombre de questions». Mais pour Etienne Corbaz, pas question de garder le silence. «Il y a peut-être un devoir de réserve, mais j'estime avoir surtout un devoir de témoigner dans ce cas. Je pense à Abdirashid, mais aussi à ses camarades de classe qui sont extrêmement choqués.»

Du côté du monde politique, les réactions ont été rapides. Le groupe des Verts a déposé mardi une interpellation au Grand Conseil pour demander des réponses du gouvernement. Une démarche similaire est entreprise par la socialiste vaudoise Josiane Aubert devant le Conseil national. Le syndicat SUD a également envoyé un communiqué pour s'insurger contre cette décision, «qui viole la convention des droits de l'enfant» et «rappelle les heures les plus sombres de l'histoire de l'Europe».

Hier, c'était au tour du syndicat vaudois des maîtres de l'enseignement professionnel de réagir, en soutenant le lancement d'une pétition du syndicat SUD contre le renvoi des jeunes en formation. La pétition demande notamment «d'entreprendre toute démarche pour qu'Abdirashid puisse retourner au centre EVAM et reprendre les cours dans sa classe.»

S. B.